



# FEDERATION BTP

**M. Issa ATTYE**  
**PRESIDENT**

1. Bureau et effectif de la fédération
2. Introduction
3. Problématiques et dossiers du secteur
4. Perspectives du secteur
5. Conclusion

## 1. Bureau de la fédération

**Président : Monsieur Issa ATTYE (MBTP)**

**Vice-Président : Monsieur Joseph BARALONGA (ITMB)**

## 2. INTRODUCTION

La fédération compte 21 membres avec 04 nouveaux adhérents tous actifs et évoluant principalement dans le secteur des BTP et des métiers connexes .

Le secteur du BTP au Congo-Brazzaville : enjeux et défis

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) constitue un pilier fondamental du développement économique au Congo-Brazzaville. Non seulement il génère un marché de l'emploi attractif, recrutant des milliers de Congolais ainsi que des travailleurs de la sous-région, mais il joue également un rôle crucial dans la modernisation et le développement des infrastructures du pays.

Cependant, ce secteur vital fait face à des défis majeurs qui compromettent son essor.

Depuis la dernière municipalisation en 2016, le Congo-Brazzaville n’a pas connu une dynamique de travaux massifs et d’envergure. Les effets conjugués de la baisse du baril de pétrole, de la crise économique, de l’inflation exacerbée par les conflits régionaux et de la pandémie de Covid-19 ont eu des conséquences désastreuses sur le secteur du BTP.

La réduction significative des investissements de l’État dans le secteur des infrastructures représente également un handicap majeur. Ce désengagement créera un cercle vicieux dans lequel le manque d'infrastructures adéquates limite l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers et ralentit la croissance économique. De plus, la rareté des projets impacte directement l'emploi dans le secteur du BTP, aggravant ainsi la situation économique pour de nombreux Congolais qui comptent sur ces emplois pour subvenir aux besoins de leurs familles.

- Face à ces enjeux, une stratégie de revitalisation du secteur est essentielle. Il est crucial que le gouvernement établisse des partenariats avec le secteur privé et s'engage à augmenter les investissements dans les infrastructures. Des initiatives telles que la formation professionnelle pourrait également être mise en place pour renforcer les compétences des travailleurs locaux, favorisant ainsi une meilleure intégration des Congolais dans le marché du travail du BTP.

## **3. Problématiques du secteur du BTP**

### **3.1. Absence de planification et de stratégie**

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) fait face à une crise de planification et à un manque de stratégie cohérente. L'absence d'une politique publique clairement définie a conduit à une situation où les projets sont souvent désorganisés et mal priorisés. En effet, sans une vision stratégique, il est difficile pour les acteurs du secteur d'anticiper les besoins futurs, d'allouer efficacement les ressources ou même de mobiliser les financements nécessaires à leur développement. Cette lacune en matière de coordination entre les différents acteurs – gouvernement, entreprises privées et collectivités locales – complique davantage la mise en œuvre des projets qui pourraient répondre aux enjeux économiques et sociaux pressants.

## 3.2. Insuffisance des financements

La question du financement est un autre obstacle majeur auquel le secteur du BTP doit faire face. Les fonds alloués, qu'ils soient publics ou privés, s'avèrent souvent insuffisants pour couvrir l'ampleur des travaux nécessaires, entraînant ainsi des retards importants dans la réalisation des projets. Cette insuffisance financière a des répercussions directes sur la capacité des entreprises à innover ou à améliorer leurs infrastructures. De plus, elle limite la création de projets porteurs d'un réel impact économique, notamment en matière de création de valeur ajoutée et d'emplois, laissant ainsi un vide que d'autres secteurs pourraient exploiter.

### **3.5 Travail informel et manque de formation qualifiante**

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est particulièrement touché par le phénomène du travail informel, qui présente des risques en matière de sécurité et de qualité des constructions. Les travailleurs engagés dans ce mode de travail n'ont pas accès aux mêmes protections ni aux garanties qu'offrent les salariés formels. De ce fait, ils sont plus vulnérables face aux accidents de travail et aux abus potentiels de la part des employeurs.

Le manque de formation qualifiante constitue également un frein majeur à l'amélioration de la qualité dans ce secteur. Souvent, les travailleurs ne disposent pas des compétences techniques nécessaires pour effectuer leurs tâches correctement, entraînant des erreurs lors des phases de conception et de construction. Ces manquements peuvent aboutir à des infrastructures mal conçues, augmentant les coûts de rénovation et de maintenance à long terme tout en mettant en danger la sécurité des utilisateurs.

Pour remédier à cette situation, il est crucial d'investir dans des programmes de formation adaptés qui permettent aux travailleurs d'acquérir les compétences nécessaires et de renforcer les mécanismes de régulation pour encadrer le travail informel.

### **3.6 Le manque de normes et de réglementations**

Un autre défi majeur du secteur du BTP réside dans l'absence de normes et de réglementations claires et applicables. Sans directives précises pour la conception, la construction et la maintenance, les entreprises et les travailleurs agissent souvent dans l'incertitude. Ce manque de cadre normatif entraîne des variations significatives dans la qualité des réalisations, contribuant ainsi à des erreurs et des problèmes structurels.

La procédure de délivrance des agréments pour les entreprises de construction reste floue, ce qui complique davantage la régulation du secteur. En conséquence, des entreprises peuvent opérer sans avoir satisfait aux exigences minimales, compromis qui finit par retomber sur la qualité des ouvrages réalisés.

Il est donc essentiel de développer et d'appliquer des normes strictes afin de garantir un niveau de qualité acceptable dans le BTP. La formulation de réglementations adaptées permettrait non seulement de protéger les consommateurs, mais aussi de donner aux professionnels du secteur une base solide sur laquelle construire leur expertise et leur réputation.

Face à ces problématiques, une action concertée s'avère indispensable pour redynamiser le secteur du BTP. Cela passe par l'élaboration de stratégies claires, un renforcement des financements et éventuellement la réactivation de politiques publiques ayant fait leurs preuves, telles que la municipalisation, pour assurer un développement durable et inclusif dans ce domaine crucial pour l'économie nationale.

## **4. La Dette intérieure :**

La dette intérieure du Congo-Brazzaville est un sujet complexe qui illustre les enjeux économiques auxquels le pays est confronté. Au cours des dernières années, le pays n'a pas réussi à effectuer un règlement significatif de cette dette, et plusieurs facteurs expliquent cette situation précaire.

### **4.1. Les Origines de la Dette**

Le principal facteur contribuant à l'accroissement de la dette intérieure est la dépendance excessive du Congo-Brazzaville aux revenus pétroliers. En tant que première source de recettes de l'État, la vente de pétrole a traditionnellement soutenu l'économie nationale. Cependant, la chute des prix du pétrole sur le marché international a généré une baisse importante des recettes fiscales. Cette diminution des revenus a directement impacté la capacité du gouvernement à faire face à ses obligations financières, entraînant un accroissement de la dette intérieure.

### **4.2. Les Réactions du Gouvernement**

Pour contrer cette spirale d'endettement, le gouvernement congolais a mis en place diverses mesures, souvent sous les recommandations du Fonds Monétaire International (FMI). Ces mesures incluent l'instauration de politiques d'austérité budgétaire, qui visent à réduire les dépenses publiques et à réorienter les ressources vers des secteurs prioritaires. Par ailleurs, la renégociation des contrats liés aux déficits nationaux a également été envisagée pour alléger le poids de la dette.

En outre, le gouvernement a tenté de rechercher des financements extérieurs afin de rembourser certaines de ses dettes intérieures. Cette approche vise à alléger la pression financière tout en établissant des relations avec des partenaires internationaux capables d'apporter des fonds nécessaires au développement économique.

### **4.3. Un Défi Persistant**

Malgré ces stratégies mises en place, la dette intérieure demeure un défi majeur pour le Congo-Brazzaville. La faible capacité de remboursement du gouvernement, liée à la stagnation de la croissance économique et aux conséquences des mesures d'austérité, rend difficile une résolution rapide de cette problématique.

De plus, la détérioration continue de la situation économique, exacerbée par des crises successives et des défis structurels, complique davantage la situation. La nécessité d'un développement durable et d'une diversification économique s'impose, mais elle requiert des investissements significatifs et une gestion plus efficace des ressources disponibles.

En somme, la dette intérieure du Congo-Brazzaville représente une problématique complexe qui demande une réponse intégrée, combinant réformes structurelles, diversification économique et mise en œuvre efficace des politiques budgétaires. La route vers une gestion saine de la dette et une relance économique reste semée d'embûches, nécessitant l'engagement des autorités congolaises et le soutien de la communauté internationale.

## 5. Perspectives du secteur

### 5.1. Le soutien du gouvernement

Le gouvernement joue un rôle crucial dans le développement de l'industrie de la construction, mettant en place diverses politiques et initiatives destinées à promouvoir une croissance durable. L'une des mesures phares a été la création de l'Agence nationale pour la promotion des travaux publics (ANEP). Cette institution est chargée de superviser l'évolution des projets de travaux publics et d'assurer leur conformité avec les normes nationales et internationales. Par son action, l'ANEP vise à renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion des projets, tout en favorisant une meilleure collaboration entre le secteur public et le secteur privé.

En parallèle, le gouvernement a mis en œuvre des politiques incitatives qui encouragent les investissements privés dans le secteur de la construction. Parmi ces mesures, on trouve des incitations fiscales, qui allègent la charge financière des investisseurs, ainsi que des subventions destinées à l'acquisition de matériaux de construction. Ces initiatives visent non seulement à dynamiser le marché, mais également à garantir des standards de qualité et de durabilité dans les projets réalisés.

## 5.2. Développement des infrastructures

La question du développement des infrastructures est devenue une priorité stratégique pour le gouvernement. Avec un constat clair : l'infrastructure du pays demeure largement sous-développée, ce qui entrave non seulement la croissance économique, mais également l'amélioration des conditions de vie des populations. Pour remédier à cette situation, des investissements massifs ont été injectés dans la construction de routes, ponts, et autres installations publiques essentielles.

Dans ce cadre, plusieurs projets ambitieux ont été lancés, visant à moderniser le réseau de transport. Parmi ces projets figure la réhabilitation et la mise à niveau du réseau ferroviaire, un élément vital pour fluidifier la circulation des biens et des personnes à travers le pays. Cette modernisation devrait également faciliter le commerce intérieur et extérieur, stimulant ainsi l'économie locale.

En somme, le soutien gouvernemental et les efforts en matière d'infrastructure constituent des leviers essentiels pour le développement de l'industrie de la construction, répondant aux besoins croissants d'un pays en mutation.

## **6. Conclusion**

Face à ces problématiques, une action concertée s'avère indispensable pour redynamiser le secteur du BTP. Cela passe par l'élaboration de stratégies claires, un renforcement des financements et éventuellement la réactivation de politiques publiques ayant fait leurs preuves, telles que les municipalisations, pour assurer un développement durable et inclusif dans ce domaine crucial pour l'économie nationale.

Une relance pourrait constituer un levier essentiel pour stimuler l'économie nationale et améliorer la qualité de vie des Congolais. L'engagement des acteurs publics et privés sera déterminant pour transformer ces défis en opportunités durables pour le pays.



**MERCI POUR VOTRE  
ATTENTION**